



DÉCLARATION D'OPPOSITION DU CCFSA AU PROJET DE LOI 21

Le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques se déclare contre le projet de loi 21 du Québec, la Loi sur la laïcité de l'État, et demande au gouvernement québécois de le retirer. Loin de favoriser la neutralité, la laïcité et l'égalité entre les sexes comme il l'affirme, ce projet de loi est discriminatoire et source de divisions. Il vise injustement les musulmanes qui portent le hijab et impose leur exclusion du marché du travail. Le plus préoccupant est que cette interdiction proposée s'applique aux enseignantes du secteur public, secteur où l'on retrouve une plus grande représentation de femmes de minorités visibles, incluant les musulmanes portant le hijab. Au lieu d'enlever le pouvoir à ces femmes, l'État devrait se concentrer à instaurer l'égalité de l'accès à l'emploi des femmes vulnérables d'origines diverses. Si le gouvernement veut réellement promouvoir la laïcité, la neutralité et l'égalité des sexes, il devrait plutôt s'attacher à éliminer le racisme systématique des établissements publics. En outre, dans un contexte où l'islamophobie ne fait qu'augmenter et de plus en plus d'attaques contre les musulmans et autres minorités surviennent, le projet de loi ne fera qu'aggraver les attitudes d'exclusion et de racisme qui marquent l'altérité des minorités religieuses. Un État véritablement laïc et neutre devrait promouvoir les valeurs constitutionnelles de respect des droits des minorités, d'égalité des citoyens et d'acceptation de la différence au lieu de créer des divisions sociales.

SAWCC STATEMENT IN OPPOSITION OF BILL 21

The South Asian Women's Community Centre expresses its opposition to Quebec's Bill 21, *An Act Respecting the Laicity of the State* and calls on the Quebec government to withdraw this Bill. The Bill is discriminatory and divisive and does not further either state neutrality, secularism or equality between genders as it claims. The Bill unfairly targets Muslim women who wear the Hijab and mandates their exclusion from the workforce. What is particularly concerning about this proposed prohibition is the fact that it applies to teachers in the public sector, a sector in which there is a greater representation of visible minority women including Muslim women who wear the Hijab. Rather than disempowering such women the State should focus on creating equal access for vulnerable women from a diversity of backgrounds in the workforce. If the government truly wants to demonstrate its secularism, neutrality and commitment to gender equality it should focus instead on eliminating systemic racism in public institutions. Further, in a context of rising Islamophobia and racist attacks against Muslims and other minorities, the Bill will only serve to further a racist, exclusionary agenda based on othering religious minorities. True secularism and neutrality of the state should further constitutional values of respect for minority rights, equal citizenship and the acceptance of difference, rather than create social divisions.